



LEX



IGO
Instituut voor
Gerechtelijke Opleiding
IFJ
Institut de Formation
Judiciaire

Edition périodique: Mai 2023

Infos générales concernant la newsletter juridique 'IFJ Lex'

Au travers de cette lettre d'information périodique, l'Institut de Formation Judiciaire (IFJ) souhaite vous informer de la législation (imminente) et des activités au sein des différents arrondissements judiciaires ainsi que des autorités nationales et internationales partenaires.

L'objectif de ces actualités est de vous donner un aperçu des informations et documents en circulation dans le monde judiciaire et d'améliorer le partage de connaissances entre les autorités judiciaires.

Langue

Certains documents ne sont disponibles qu'en néerlandais, en français ou en anglais.

Rubriques

Les rubriques clés peuvent différer d'une newsletter à l'autre selon les informations reçues.

Banque de données IFJ Lex

Souhaitez-vous retrouver tout le contenu de notre lettre d'information juridique 'IFJ Lex' dans un seul endroit ? C'est dorénavant possible via notre nouvelle '[banque de données juridiques IFJ Lex](#)', dans laquelle nous rassemblons toutes les informations provenant de notre lettre d'information juridique 'IFJ Lex'. Cette banque de données vous permettra de consulter les versions précédentes de la lettre d'information juridique ainsi que les informations et documents y figurant.

Souhaitez-vous partager des informations ?

Souhaitez-vous également partager des sources ou informations avec vos collègues ? Faites-le nous savoir via redac_igo@igo-ifj.be. Il faut que ce soit de l'information qui peut être diffusée publiquement.

L'IFJ est actif sur Twitter

Dorénavant, l'IFJ est également actif sur Twitter. Par ce canal, nous souhaitons d'une part faire connaître notre offre de formations auprès de groupes cibles spécifiques qui ne sont pas actuellement magistrats professionnels et membres du personnel judiciaire, et d'autre part diffuser des informations générales comme l'IFJ Lex, le rapport annuel ou d'autres mises à jour telles que mesures contre le coronavirus.

Vous pouvez suivre notre compte Twitter ici: https://twitter.com/igo_ifj

Tables des matières

Actualités des hautes juridictions	3
1. Cour européenne des droits de l'homme (CEDH).....	3
2. Cour de justice	3
3. Cour constitutionnelle	6
4. Cour de cassation.....	7
Universités – Barreaux – Associations - Autres	8
1. Universités	8
2. Barreaux	8
3. Autres.....	8
Actualités du Parlement.....	9
1. La justice et la Chambre des représentants.....	9
2. Autres législations - liens utiles.....	9
Autres institutions nationales, européennes et internationales	10
1. Législation européenne – liens statiques.....	10
Contact	11

Actualités des hautes juridictions

1. Cour européenne des droits de l'homme (CEDH)

(<http://www.echr.coe.int>)

Plateforme de partage des connaissances de la CEDH

- [Site web HUDOC](#)

Affaires concernant la Belgique

- [Arrêt Aygün c. Belgique](#)
- [Affaire Aygün c. Belgique](#)
- [Arrêt Test-Achats c. Belgique](#)
- [Affaire Test-Achats c. Belgique](#)

2. Cour de justice (www.curia.europa.eu)

Lettre d'information de la Cour de justice

Il s'agit d'une lettre d'information périodique de la Cour de justice de l'Union européenne présentant certaines affaires pendantes et reprenant les points-clés des arrêts et des conclusions.

- [Lettre d'information 24 au 28 avril 2023](#)
- [Lettre d'information 2 au 5 mai 2023](#)
- [Lettre d'information 8 au 12 mai 2023](#)
- [Lettre d'information 15 au 19 mai 2023](#)
- [Nieuwsalert 4 mei 2023 \(NL\)](#)
- [Nieuwsalert 10 mei 2023 \(NL\)](#)
- [Gerichtshof der Europäischen Union 1. – 12. Mai 2023 \(DE\)](#)
- [Gerichtshof der Europäischen Union 8. – 19. Mai 2023 \(DE\)](#)
- [Gerichtshof der Europäischen Union 15. – 26. Mai 2023 \(DE\)](#)
- [Gerichtshof der Europäischen Union 22. Mai – 9. Juni 2023 \(DE\)](#)

Sélection d'arrêts, conclusions et avis rendus par la Cour

Arrêts, conclusions et avis rendus par la Cour avec mise en évidence des affaires pour lesquelles la Belgique est partie.

- [C-294/22](#), Conclusions du 4/5/2023 - Renvoi préjudiciel – Espace de liberté, de sécurité et de justice – Asile – Statut de réfugié ou statut conféré par la protection subsidiaire – Directive 2011/95/UE – Conditions à remplir par les ressortissants de pays tiers ou les apatrides sollicitant l'octroi du statut de réfugié – Apatrides d'origine palestinienne ayant eu recours à l'assistance de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) – Article 12, paragraphe 1, sous a) – Exclusion du statut de réfugié – Cessation de la protection ou de l'assistance de l'UNRWA – Conditions pour se prévaloir ipso facto de la directive 2011/95 – Sens de « si cette protection ou cette assistance cesse pour quelque raison que ce soit
- [C-819/21](#), Conclusions du 4/5/2023 - Renvoi préjudiciel – Décision-cadre 2008/909/JAI – Coopération judiciaire en matière pénale – Peine privative de liberté imposée dans un État membre où, selon la juridiction de l'État membre d'exécution, le système judiciaire ne garantit plus le droit à un procès équitable – Possibilité de refuser l'exécution d'un jugement étranger
- [C-817/21](#), Arrêt du 11/5/2023 - Renvoi préjudiciel – État de droit – Indépendance de la justice – Article 19, paragraphe 1, second alinéa, TUE – Décision 2006/928/CE – Indépendance des juges – Procédure disciplinaire – Inspection judiciaire – Inspecteur en chef ayant des pouvoirs de réglementation, de sélection, d'évaluation, de nomination et d'instruction disciplinaire
- [C-40/21](#), Arrêt du 4/5/2023 - Renvoi préjudiciel – Décision 2006/928/CE – Mécanisme de coopération et de vérification des progrès réalisés par la Roumanie en vue d'atteindre certains objectifs de référence spécifiques en matière de réforme du système judiciaire et de lutte contre la corruption – Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne – Article 15, paragraphe 1 – Article 47 – Article 49, paragraphe 3 – Fonctions publiques électives – Conflit d'intérêts – Réglementation nationale prévoyant l'interdiction d'exercer des fonctions publiques électives pendant une durée préétablie – Sanction complémentaire à la cessation du mandat – Principe de proportionnalité
- [C-699/21](#), Arrêt du 18/4/2023 - Renvoi préjudiciel – Coopération judiciaire en matière pénale – Mandat d'arrêt européen – Décision-cadre 2002/584/JAI – Article 1er, paragraphe 3 – Article 23, paragraphe 4 – Procédures de remise entre États membres – Motifs de non-exécution – Article 4, paragraphe 3, TUE – Obligation de coopération loyale – Sursis à l'exécution du mandat d'arrêt européen – Article 4 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne – Interdiction des traitements inhumains ou dégradants – Maladie grave, chronique et potentiellement irréversible – Risque d'une atteinte grave à la santé affectant la personne concernée par le mandat d'arrêt européen
- [C-219/22](#), Conclusions du 20/4/2023 - Renvoi préjudiciel – Espace de liberté, de sécurité et de justice – Décision-cadre 2008/675/JAI – Prise en compte des décisions de condamnation entre les États membres – Modification des modalités d'exécution d'une condamnation antérieure – Condamnation assortie d'un sursis à exécution – Nouvelle infraction commise pendant la période de sursis – Révocation du sursis et exécution effective de la peine privative de liberté
- [C-228/21](#), Conclusions du 20/4/2023 - Renvois préjudiciels – Politique commune en matière d'asile et de protection subsidiaire – Règlement (UE) no 604/2013 – Procédure de reprise en charge – Violation des obligations de remise de la brochure commune au titre de l'article 4 et de conduite d'un entretien individuel au titre de l'article 5 – Règlement (EU) no 603/2013 – Violation de l'obligation d'information au titre de l'article 29 – Conséquences

pour la décision de transfert – Risque de refoulement indirect – Confiance mutuelle – Contrôle juridictionnel de la décision de transfert

- [C-372/22](#), Arrêt du 27/4/2023 - Renvoi préjudiciel – Compétence, reconnaissance et exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale – Règlement (CE) no 2201/2003 – Articles 9 et 15 – Maintien de la compétence des juridictions de l'État membre de l'ancienne résidence habituelle de l'enfant suivant le déménagement – Notion de "déménagement" – Demande de modification d'une décision relative au droit de visite – Calcul du délai dans lequel une telle demande doit être introduite – Renvoi de l'affaire à une juridiction de l'État membre de la nouvelle résidence habituelle de l'enfant, mieux placée pour connaître de l'affaire
- [C-352/21](#), Arrêt du 27/4/2023 - Renvoi préjudiciel – Coopération judiciaire en matière civile – Règlement (UE) no 1215/2012 – Règles de compétence en matière d'assurances – Article 15, point 5 – Possibilité de déroger à ces règles de compétence par des conventions – Article 16, point 5 – Directive 2009/138/CE – Article 13, point 27 – Notion de "grands risques" – Contrat d'assurance sur corps de navire – Clause attributive de juridiction conclue entre l'assureur et l'assuré – Opposabilité de cette clause à l'assuré – Bateau de plaisance utilisé à des fins non commerciales
- [C-148/22 \(affaire belge\)](#), Conclusions du 4/5/2023 - Renvoi préjudiciel – Politique sociale – Directive 2000/78/CE – Égalité de traitement en matière d'emploi et de travail – Interdiction des discriminations fondées sur la religion ou les convictions – Article 2, paragraphe 2, sous a) – Article 2, paragraphe 2, sous b), i) – Article 2, paragraphe 5 – Article 4, paragraphe 1 – Règlement de travail d'une entité publique interdisant à ses agents le port de signes visibles de convictions politiques, philosophiques ou religieuses sur le lieu de travail – Interdiction faite à une travailleuse de porter un foulard islamique – Principe de neutralité de l'État
- [C-1/23 PPU \(affaire belge\)](#), Arrêt du 18/4/2023 - Renvoi préjudiciel – Procédure préjudicielle d'urgence – Contrôles aux frontières, asile et immigration – Politique d'immigration – Directive 2003/86/CE – Droit au regroupement familial – Article 5, paragraphe 1 – Dépôt d'une demande d'entrée et de séjour aux fins de l'exercice du droit au regroupement familial – Réglementation d'un État membre prévoyant l'obligation pour les membres de la famille du regroupant d'introduire la demande en personne auprès du poste diplomatique compétent de cet État membre – Impossibilité ou difficulté excessive de se rendre audit poste – Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne – Articles 7 et 24
- [C-374/22 \(affaire belge\)](#), Conclusions du 20/4/2023 - Renvoi préjudiciel – Réfugiés enfants mineurs – Directive 2011/95/UE – Demande de protection internationale à titre dérivé introduite par le père – Refus – Article 23 – Conditions d'accès aux avantages prévus pour les membres de la famille – Définition – Exigence que la famille du réfugié ait été fondée dans le pays d'origine – Effet direct – Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne – Articles 7, 18 et 24 – Égalité de traitement – Effectivité de la protection internationale – Maintien de l'unité familiale
- [C-291/21 \(affaire belge\)](#), Arrêts du 20/4/2023 - Renvoi préjudiciel – Coopération judiciaire en matière civile – Règlement (UE) no 655/2014 – Procédure d'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires – Conditions de délivrance d'une telle ordonnance – Article 4 – Notion de "décision" – Article 7 – Notion de "décision exigeant du débiteur le paiement de [l]a créance" – Décision judiciaire condamnant un débiteur au paiement d'une astreinte en cas de violation d'un ordre de cessation – Règlement (UE) no 1215/2012 – Article 55 – Champ d'application
- [C-45/22 \(affaire belge\)](#), Conclusions du 27/4/2023 - Renvoi préjudiciel – Coordination des systèmes de sécurité sociale – Règlement (CE) no 883/2004 – Article 55, paragraphe 1, sous a) – Cumul de prestations de nature différente – Division des montants de la prestation ou des prestations ou des autres revenus, tels qu'ils ont été pris en compte, par

le nombre de prestations – Notion de “montants tels qu’ils ont été pris en compte” – Respect des caractéristiques propres aux législations nationales de sécurité sociale – Personne bénéficiant de plusieurs pensions de retraite et de survie versées par différents États membres – Application des règles nationales anticumul – Modalités de calcul du montant d’une pension de survie

- [C-677/21 \(affaire belge\)](#), Arrêt du 27/4/2023 - Renvoi préjudiciel – Fiscalité – Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – Directive 2006/112/CE – Opérations imposables – Article 2, paragraphe 1, sous a) – Notion de “livraison de biens à titre onéreux” – Article 9, paragraphe 1 – Activité économique – Article 14, paragraphe 1, et paragraphe 2, sous a) – Livraison de biens – Consommation illégale d’électricité – Principe de neutralité de la TVA – Facturation au consommateur d’une indemnité incluant le prix de l’électricité consommée – Réglementation régionale d’un État membre – Assujetti – Entité sui generis missionnée par des communes – Notion d’“organisme de droit public” – Directive 2006/112/CE – Article 13, paragraphe 1, troisième alinéa, et annexe I – Assujettissement de principe de la distribution d’électricité – Notion de “caractère négligeable de l’activité”

Décisions de renvoi à la CJUE émanant de magistrats belges et étrangers (questions préjudicielles)

- [Juridiction de renvoi : Tribunal du travail francophone de Bruxelles](#)

Date de la décision de renvoi : 13 mars 2023

Date du dépôt : 27 mars 2023

Le protocole (n°7) sur les privilèges et immunités de l’Union européenne, notamment son article 14, le principe de l’unicité du régime de sécurité sociale applicable aux travailleurs salariés ou non-salariés, actifs ou retraités, et le principe de coopération loyale tel qu’il résulte de l’article 4, §3 du Traité de l’Union européenne, font-ils obstacle à ce qu’un État membre impose l’assujettissement à un régime national de sécurité sociale et exige le versement de cotisations sociales, à un fonctionnaire qui en complément à son activité au service d’une institution européenne, exerce avec l’autorisation de cette dernière, une activité accessoire d’enseignement alors que ce fonctionnaire est déjà, en vertu du Statut des fonctionnaires, assujetti au régime de sécurité sociale commun aux institutions de l’Union européenne ?

3. Cour constitutionnelle (<http://www.const-court.be/>)

Arrêts de la Cour constitutionnelle

- [Arrêts de la Cour constitutionnelle – 27 avril 2023](#)
- [Arrêts de la Cour constitutionnelle – 4 mai 2023](#)
- [Arrêts de la Cour constitutionnelle – 17 mai 2023](#)

4. Cour de cassation

(https://justice.belgium.be/fr/ordre_judiciaire/cours_et_tribunaux/cour_de_cassation)

Arrêts de la Cour de cassation sous la loupe

Avril 2023	<p>Nouveau moteur de recherche Juportal À partir du 15 décembre 2020, Jurejuridat ne sera plus accessible via un ordinateur en dehors du réseau du SPF Justice. Toutefois, la jurisprudence belge qui y est incluse reste consultable. Un nouveau moteur de recherche très performant est disponible : JUPORTAL. Vous pouvez y accéder via https://juportal.be.</p> <ul style="list-style-type: none">• Cass. 4 avril 2023, P.22.1730.N (Traduction pas encore disponible) Bewijs - Strafzaken – Bewijsvoering• Cass. 4 avril 2023, P.23.0120.N (traduction pas encore disponible) Wegverkeer - Wegverkeerswet - Wetsbepalingen - Artikel 67 - Artikel 67ter• Cass. 5 avril 2023, P.23.0066.F Prescription – Généralités• Cass. 12 avril 2023, P.23.0466.F Minorité• Cass. 18 avril 2023, P.22.1772.N (traduction pas encore disponible) Wegverkeer - Wegverkeerswet - Wetsbepalingen - Artikel 21• Cass. 18 avril 2023, P.23.0132.N (traduction pas encore disponible) Wegverkeer - Wegverkeerswet - Wetsbepalingen - Artikel 21• Cass. 24 avril 2023, C.21.0548.F Arbitrage• Cass. 25 avril 2023, P.23.0081.N (traduction pas encore disponible) Bewijs - Strafzaken - Bewijsvoering• Cass. 25 avril 2023, P.23.0469.N (regeling rechtsgebied) (traduction pas encore disponible) Regeling Van Rechtsgebied - Strafzaken - Tussen onderzoeksrechtshouders of onderzoeksgerechten
------------	---

Libercas : actualités de la Cour de cassation

Libercas contient les sommaires des arrêts de la Cour de cassation publiés, classés selon la liste des mots-clés de la Cour.

- [Libercas avril 2023](#)

Universités – Barreaux – Associations - Autres

1. Universités

Centre de droit privé

- [Les pages n°146 - 1 mai 2023](#)
- [Les pages n°147 - 15 mai 2023](#)

Université de Liège

- [E-News de l'Université de Liège – avril 2023 \(partie 2\)](#)

2. Barreaux

Barreau d'Anvers

Lettre d'information « Prometheus Wetgeving » issue de la bibliothèque et du service d'étude reprenant des activités du barreau d'Anvers. La lettre d'information donne un aperçu de la législation et de la jurisprudence concernant le droit public, civil, judiciaire, commercial, économique, pénal, fiscal et social.

- [Prometheus Wetgeving 1 - 24 april 2023 \(NL\)](#)
- [Prometheus Wetgeving 25 april - 16 mei 2023 \(NL\)](#)

3. Autres

Sélection d'arrêts de la CJUE par Rechtspraak.nl

Aperçu global de la jurisprudence européenne

- [Rechtspraak Europa \(mei 2023\) \(NL\)](#)

Actualités du Parlement

1. La justice et la Chambre des représentants

Compte-rendu de la Commission justice

Le « Compte-rendu analytique » est un résumé des débats

- [Compte-rendu analytique de la Commission de la Justice \(26 avril 2023\)](#)
- [Compte-rendu analytique de la Commission de la Justice \(10 mai 2023\)](#)

Questions et réponses parlementaires (2^{ième} session de la 55e législature)

Divers projets de loi et questions d'actualité destinés au gouvernement au sein de la commission de la Justice

- [Questions et réponses \(30 mars 2023\)](#)

2. Autres législations - liens utiles

Liens statiques

- NOUVEAU site web de la Cour de cassation : <https://courdecassation.be/fr>
- [Justel](#)
- [Iubel => Juportal](#)

Important : En ce qui concerne l'utilisation de Jure-Juridat :

- [Le nouveau moteur de recherche JUPORTAL remplace Jure-Juridat](#)
- [Moniteur belge](#)
- [Collège des cours et tribunaux](#)
- [Collège du Ministère public](#)
- [Le ministère public en image](#)
- [Senlex](#)
- [Belgiquelex : banque carrefour de la législation](#)
- [Législation coordonnée](#)
- [Rechtsreeks.be – Digitale archieven](#)
- [Fisconet plus du SPF Finances](#)

- [Catalogue commun des bibliothèques fédérales](#)
- Bibliothèque du SPF Justice : <https://justice.belgium.be/fr/bibliotheque>
- Bibliothèque du SPF Finances : <https://finances.belgium.be/fr/biblioth%C3%A8que>

La Bibliothèque est libre d'accès pour toute personne intéressée. Les recherches se font par les visiteurs eux-mêmes, et le personnel est à disposition pour aider dans la consultation et la recherche des collections disponibles.

Seuls les fonctionnaires du SPF Finances en activité de service peuvent emprunter des ouvrages avec un maximum de 3 unités pour une période de 1 (un) mois.

Seuls sont empruntables les ouvrages indiqués comme tels dans la base de données. (Revue, dictionnaires, mises à jour,... ne sont pas prêtables, mais consultables sur place). Les fonctionnaires peuvent suggérer l'acquisition d'ouvrages intéressants pour la Bibliothèque au moyen du [formulaire de suggestion](#).

Ce formulaire est à envoyer à l'adresse mail de la Bibliothèque : bib.noga@minfin.fed.be

Les visiteurs peuvent faire des copies en respectant la loi relative au droit d'auteur et aux droits voisins, ainsi que le code déontologique (ICT) du SPF Finances du 1er septembre 2020 qui est d'application pour tout utilisateur de la Bibliothèque .

Autres institutions nationales, européennes et internationales

1. Législation européenne – liens statiques

Liens statiques

Banque de données sur la législation européenne

- [Eur-lex - Point d'accès à la législation de l'Union européenne sur le web](#)
- [Eur-lex - Synthèses de la législation de l'UE](#)
- [Office de publication de l'Union européenne](#)
- [Portail européen e-Justice](#)
- [Sources pour retrouver des infos UE](#)
- **NOUVEAU !** Site internet, banque de données et forum relatif à la coopération judiciaire civile et droit international privé : <https://www.just-be-europe.be/>

Conseil de l'Europe

- [Plateforme de partage des connaissances](#)

Cour de Justice de l'Union européenne

- [CJUE Statistiques judiciaires 2022](#)

Contact

Souhaitez-vous partager des informations ?

Souhaitez-vous également partager des sources ou informations avec vos collègues ? Faites-le nous savoir via redac_igo@igo-ifj.be. Il faut que ce soit de l'information qui peut être diffusée publiquement.